

## Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2017





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales du budget général .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -93,00 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2017 s'élève à -93,00 Md€ contre -97,18 Md€ à fin août 2016 à périmètre constant. Ce solde s'explique par une hausse des dépenses nettes de 10,59 Md€, une

augmentation des recettes nettes de 10,67 Md€ et une amélioration du solde des comptes spéciaux de 4,10 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 221,75 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,46 Md€ dont 2,64 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,80 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 3,71 Md€, dont 1,91 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,94 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 2,05 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,77 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin août 2017 s'élèvent à 221,75 Md€ contre 211,17 Md€ à fin août 2016 à périmètre constant. Cette évolution résulte notamment des hausses des dépenses de personnel (+2,90 Md€, conformément à la hausse des prévisions constatées en LFI), de fonctionnement (+2,82 Md€, principalement au titre du programme « Développement des entreprises et du tourisme »),

✓ Mission **Sécurités** : 1,64 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,87 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,72 Md€ ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,17 Md€ essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,04 Md€) ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,17 Md€, dont 0,84 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

d'intervention (+2,61 Md€, principalement au titre des programmes « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » et « Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières »), et des charges de la dette de l'Etat (+1,42 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 160,86 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

**TVA** : 12,04 Md€ ;

**Dividendes et recettes assimilées** : 3,17 Md€, dont 2,87 Md€ au titre des produits des participations de l'Etat dans les entreprises financières ;

**Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,46 Md€, dont 1,23 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 0,49 Md€ au titre des autres taxes intérieures (essentiellement la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

**IR** : 1,66 Md€ ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,55 Md€ dont -2,31 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

**IS (hors CSB)** : -1,14 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 1,43 Md€) ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -0,91 Md€.

\* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



## Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 191,92 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin août 2017 s'élèvent à 191,92 Md€ contre 184,87 Md€ à fin août 2016 à périmètre constant.

Cette évolution (+7,05 Md€) s'explique notamment par les hausses des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 5,34 Md€

(essentiellement en raison de la hausse des autres taxes intérieures, notamment la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité), des recettes nettes de TVA pour 5,25 Md€. Cette augmentation est, cependant, partiellement compensée par des baisses de recettes de TICPE (-3,67 Md€).

## Recettes non fiscales : 6,97 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2017 s'élèvent à 6,97 Md€ contre 6,71 Md€ à fin août 2016.

Cette évolution modérée (+0,26 Md€) est toutefois marquée par une augmentation des dividendes et recettes assimilées pour 1,94 Md€, liée à des produits des participations de l'Etat dans les entreprises financières en hausse (+2,54 Md€) compensée par la

diminution des produits du domaine de l'Etat de 0,87 Md€ (principalement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques), et la réduction du montant des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,82 Md€ (principalement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence).

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -40,64 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -40,64 Md€ à fin août 2017 contre -43,07 Md€ à fin août 2016. Cette variation de +2,43 Md€ s'explique

notamment par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+2,10 Md€).

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -32,11 Md€

### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,48 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,77 Md€ (notamment au titre des mensualisations de taxes d'habitation et de taxes foncières).

Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou**

**organismes gérant des services publics** » affiche des recettes d'un montant de 2,13 Md€ correspondant principalement à un remboursement à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune.

A fin août 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à -32,11 Md€ contre -36,21 Md€ à fin août 2016.

Cette variation (+4,10 Md€) s'explique essentiellement par l'augmentation du solde des comptes de commerce (+3,93 Md€, notamment en raison des recettes au

compte « Soutien financier au commerce extérieur ») et des comptes de concours financiers (+0,67 Md€), compensée par la réduction du solde des comptes d'affectation spéciale (-0,45 Md€ en raison des opérations sur le compte « Participations financières de l'Etat »).

## Dette financière de l'Etat au 31 août : 1 692,17 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 86,47 Md€) et les BTF (émissions

nettes de remboursements de 13,59 Md€). Les BTAN ont été intégralement remboursés pour un montant net de 35,50 Md€.



	Mois	Cumul à fin août		Renvoi Page
	Août	2017	2016 retraité 2016 exécuté	
unité : million d'€.				
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-9 157	-93 000	-97 178 -96 044	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	21 056	221 752	211 166 209 406	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	15 338	160 861	150 193 149 567	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	1 655	48 800	49 274 49 272	
- IS *	-1 143	8 440	7 852 7 852	
- TVA	12 041	101 670	96 424 96 332	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 438	-32 109	-36 206 -36 206	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 007	109 279		16
Dette financière de l'Etat	-2 025	1 692 172		17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€. Août	2017	2016 retraité	2016 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	10 495	85 458	82 559	82 584
Dépenses de fonctionnement	3 539	38 692	35 874	35 626
Charges de la dette de l'Etat	42	25 547	24 129	24 129
Dépenses d'investissement	1 064	7 879	7 277	7 277
Dépenses d'intervention	5 772	62 011	59 400	57 862
Dépenses d'opérations financières	145	1 174	940	940
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>21 056</b>	<b>221 752</b>	<b>211 166</b>	<b>209 406</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	15 812	191 915	184 870	184 267
Recettes non fiscales	3 591	6 966	6 705	6 705
Prélèvements sur recettes	-4 459	-40 638	-43 067	-43 089
Fonds de concours	395	2 618	1 685	1 685
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>15 338</b>	<b>160 861</b>	<b>150 193</b>	<b>149 567</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>19 797</b>	<b>201 499</b>	<b>193 260</b>	<b>192 657</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-5 719</b>	<b>-60 890</b>	<b>-60 973</b>	<b>-59 839</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	7	703	1 152	1 152
Solde des comptes de concours financiers	-3 614	-37 313	-37 980	-37 980
Solde des comptes de commerce	122	4 441	512	512
Solde des comptes d'opérations monétaires	21	-176	-10 203	-10 203
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-3 438</b>	<b>-32 109</b>	<b>-36 206</b>	<b>-36 206</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-9 157</b>	<b>-93 000</b>	<b>-97 178</b>	<b>-96 044</b>



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€. Août	2017	2016 retraité	2016 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 495</b>	<b>85 458</b>	<b>82 559</b>	<b>82 584</b>
Rémunérations d'activité	6 070	48 682	47 041	47 054
Cotisations et contributions sociales	4 364	36 297	34 996	35 008
Prestations sociales et allocations diverses	62	480	521	522
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>10 562</b>	<b>136 294</b>	<b>128 607</b>	<b>126 822</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>988</b>	<b>988</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 539</b>	<b>38 692</b>	<b>35 874</b>	<b>35 626</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 049	17 105	15 091	15 030
Subventions pour charges de service public	1 490	21 587	20 783	20 596
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>42</b>	<b>25 547</b>	<b>24 129</b>	<b>24 129</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	42	25 547	24 129	24 129
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 064</b>	<b>7 879</b>	<b>7 277</b>	<b>7 277</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	640	5 941	6 043	6 042
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	424	1 938	1 234	1 235
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>5 772</b>	<b>62 011</b>	<b>59 400</b>	<b>57 862</b>
Transferts aux ménages	2 967	30 499	28 210	28 908
Transferts aux entreprises	1 052	11 208	10 039	8 156
Transferts aux collectivités territoriales	358	5 453	4 936	4 832
Transferts aux autres collectivités	1 395	14 829	16 198	15 949
Appels en garantie	0	22	17	17
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>145</b>	<b>1 174</b>	<b>940</b>	<b>940</b>
Prêts et avances	0	278	35	35
Dotations en fonds propres	21	334	334	334
Dépenses de participations financières	123	562	570	570
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>21 056</b>	<b>221 752</b>	<b>211 166</b>	<b>209 406</b>





unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2017		Cumul à fin août 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>120</b>	<b>266</b>	<b>1 984</b>	<b>1 829</b>	<b>2 216</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	84	94	1 129	1 049	1 347
Diplomatie culturelle et d'influence	13	112	573	507	468
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	59	282	272	257
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	144
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>205</b>	<b>222</b>	<b>1 934</b>	<b>1 878</b>	<b>1 865</b>
Administration territoriale	135	136	1 124	1 088	1 066
Vie politique, culturelle et associative	16	24	211	192	215
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	54	61	599	598	584
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>536</b>	<b>545</b>	<b>2 247</b>	<b>2 170</b>	<b>1 875</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	549
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	440	442	1 414	1 370	554
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	46	399	380	352
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	53	56	434	420	420
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>25</b>	<b>161</b>	<b>1 606</b>	<b>1 830</b>	<b>1 938</b>
Aide économique et financière au développement	0	130	493	736	791
Solidarité à l'égard des pays en développement	25	32	1 113	1 093	1 147
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>5</b>	<b>24</b>	<b>1 916</b>	<b>1 865</b>	<b>1 868</b>
Liens entre la Nation et son armée	1	2	26	25	21
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	15	1 804	1 777	1 782
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	86	63	65
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>430</b>	<b>428</b>	<b>409</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	30	246	247	239
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	142	140	132
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>126</b>	<b>237</b>	<b>2 227</b>	<b>1 797</b>	<b>1 652</b>
Patrimoines	27	91	727	532	501
Création	23	52	688	529	477
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	75	94	811	737	675
<b>DEFENSE</b>	<b>2 832</b>	<b>3 707</b>	<b>29 592</b>	<b>29 678</b>	<b>28 694</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	125	88	855	983	1 002
Préparation et emploi des forces	490	770	5 489	5 767	5 646
Soutien de la politique de la défense	1 764	1 905	15 279	15 366	14 886
Equiperment des forces	453	944	7 969	7 563	7 161
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>84</b>	<b>98</b>	<b>936</b>	<b>842</b>	<b>815</b>
Coordination du travail gouvernemental	36	44	385	359	316
Protection des droits et libertés	2	4	65	70	72
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	45	50	486	413	426
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>346</b>	<b>824</b>	<b>8 578</b>	<b>8 250</b>	<b>7 516</b>
Infrastructures et services de transports	91	373	3 114	3 138	2 791
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	11	12	129	102	102
Météorologie (1)	0	0	0	0	146
Paysages, eau et biodiversité	6	19	199	186	173
Expertise, information géographique et météorologie (2)	0	0	366	366	70
Prévention des risques	10	15	119	135	-36
Energie, climat et après-mines	2	4	321	462	359
Service public de l'énergie	1	175	2 331	1 817	1 694
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	225	226	1 999	2 046	2 216



Mois d'août	Cumul à fin août 2017		Cumul à fin août 2016 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
<b>ECONOMIE</b>	<b>88</b>	<b>99</b>	<b>2 786</b>	<b>2 761</b>	<b>1 040</b>
Développement des entreprises et du tourisme	40	49	2 117	2 092	629
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	34	36	304	300	299
Stratégie économique et fiscale	14	14	365	368	112
<b>EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT</b>	<b>239</b>	<b>2 054</b>	<b>15 886</b>	<b>13 017</b>	<b>13 006</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	135	169	1 376	1 088	1 016
Aide à l'accès au logement	3	1 767	14 219	11 627	11 625
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	102	118	290	303	364
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>47</b>	<b>42</b>	<b>25 715</b>	<b>25 830</b>	<b>24 352</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	42	42	25 547	25 547	24 129
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	5	0	27	22	17
Epargne	0	0	75	74	106
Majoration de rentes	0	0	117	117	0
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	-50	70	100
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 406</b>	<b>5 462</b>	<b>47 376</b>	<b>47 277</b>	<b>45 351</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 797	1 796	14 332	14 329	13 522
Enseignement scolaire public du second degré	2 641	2 642	21 653	21 648	21 024
Vie de l'élève	212	208	3 761	3 709	3 416
Enseignement privé du premier et du second degrés	520	543	5 257	5 246	5 086
Soutien de la politique de l'éducation nationale	152	196	1 456	1 443	1 417
Enseignement technique agricole	85	78	916	901	886
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>871</b>	<b>932</b>	<b>7 277</b>	<b>7 166</b>	<b>7 216</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	668	699	5 393	5 346	5 319
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	85	91	732	692	666
Facilitation et sécurisation des échanges	113	135	1 010	999	1 032
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	68
Fonction publique	5	6	142	129	130
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>56</b>	<b>66</b>	<b>948</b>	<b>748</b>	<b>690</b>
Immigration et asile	50	57	835	644	548
Intégration et accès à la nationalité française	7	9	114	104	141
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 630</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	0	0	550	0	0
Valorisation de la recherche (3)	0	0	730	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	0	0	1 350	0	0
<b>JUSTICE</b>	<b>748</b>	<b>672</b>	<b>6 058</b>	<b>5 577</b>	<b>5 398</b>
Justice judiciaire	272	257	2 200	2 191	2 191
Administration pénitentiaire	387	316	2 734	2 316	2 168
Protection judiciaire de la jeunesse	66	68	582	526	513
Accès au droit et à la justice	2	3	314	313	304
Conduite et pilotage de la politique de la justice	20	29	225	229	219
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	3	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>397</b>	<b>314</b>	<b>304</b>
Presse et médias (2)	7	9	150	145	137
Livre et industries culturelles	2	3	247	169	163
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	5
<b>OUTRE-MER</b>	<b>67</b>	<b>82</b>	<b>1 503</b>	<b>1 351</b>	<b>1 412</b>
Emploi outre-mer	20	30	1 105	938	982
Conditions de vie outre-mer	47	51	397	413	430



Mois d'août	Cumul à fin août 2017		Cumul à fin août 2016 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>78</b>	<b>43</b>	<b>494</b>	<b>397</b>	<b>313</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	37	13	150	95	134
Interventions territoriales de l'Etat	27	2	34	30	12
Politique de la ville	14	28	310	272	168
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>988</b>
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>1 039</b>	<b>1 173</b>	<b>25 119</b>	<b>20 695</b>	<b>19 795</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	45	47	12 772	10 921	10 626
Vie étudiante	2	30	2 303	1 665	1 612
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	627	837	6 389	4 701	4 396
Recherche spatiale	0	138	1 395	1 201	1 165
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	370	44	1 388	1 338	1 041
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	-27	49	437	521	572
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	83	83	83
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	108	40	75
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	26	244	226	225
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>543</b>	<b>493</b>	<b>5 579</b>	<b>4 628</b>	<b>4 765</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	543	334	3 599	2 955	2 946
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	759	552	550
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	90	1 221	1 121	1 269
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>185</b>	<b>160</b>	<b>3 446</b>	<b>2 484</b>	<b>1 948</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	181	143	3 053	2 093	1 779
Concours spécifiques et administration	4	17	393	391	169
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>7 581</b>	<b>7 611</b>	<b>71 040</b>	<b>71 027</b>	<b>70 140</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 249	7 279	67 904	67 890	66 342
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	332	332	3 136	3 137	3 798
<b>SANTE</b>	<b>6</b>	<b>31</b>	<b>1 167</b>	<b>886</b>	<b>958</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	6	31	412	272	395
Protection maladie	0	0	755	614	563
<b>SECURITES</b>	<b>1 569</b>	<b>1 640</b>	<b>13 472</b>	<b>12 978</b>	<b>12 269</b>
Police nationale	831	870	6 993	6 835	6 478
Gendarmerie nationale	689	720	6 143	5 812	5 440
Sécurité et éducation routières	3	3	19	17	15
Sécurité civile	46	47	317	314	336
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>94</b>	<b>1 174</b>	<b>15 910</b>	<b>12 467</b>	<b>11 784</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	25	54	5 018	2 908	2 607
Handicap et dépendance	0	1 043	9 716	8 468	8 136
Egalité entre les femmes et les hommes	2	1	16	14	13
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	67	76	1 159	1 077	1 028
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>22</b>	<b>70</b>	<b>656</b>	<b>541</b>	<b>497</b>
Sport	15	9	222	191	220
Jeunesse et vie associative	8	62	434	350	278
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>109</b>	<b>722</b>	<b>12 857</b>	<b>11 075</b>	<b>10 230</b>
Accès et retour à l'emploi	39	479	6 283	5 544	5 787
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	16	186	6 078	5 010	3 940
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	2	33	66	60
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	53	55	462	455	444
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>23 083</b>	<b>28 668</b>	<b>312 757</b>	<b>292 779</b>	<b>281 306</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>15 502</b>	<b>21 056</b>	<b>241 716</b>	<b>221 752</b>	<b>211 166</b>

(1) suppression en 2017  
(2) changement de libellé en 2017  
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>2 870</b>	<b>52 267</b>	<b>52 979</b>	<b>52 977</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>155</b>	<b>1 394</b>	<b>1 333</b>	<b>1 333</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>292</b>	<b>32 792</b>	<b>31 160</b>	<b>31 160</b>
Impôt sur les sociétés	287	32 031	30 488	30 488
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	761	672	672
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>506</b>	<b>9 616</b>	<b>9 570</b>	<b>9 570</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	53	693	431	431
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	292	3 222	3 133	3 133
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	135	3 521	3 511	3 511
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	77	92	92
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	14	5	5
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	9	9	9
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	20	17	17
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	3	49	60	60
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	3	284	185	185
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	2	2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	5	10	10
Recettes diverses	15	1 719	2 081	2 081
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>939</b>	<b>6 770</b>	<b>10 436</b>	<b>10 453</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>16 204</b>	<b>137 757</b>	<b>132 528</b>	<b>132 436</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 457</b>	<b>22 345</b>	<b>17 005</b>	<b>16 477</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	40	307	338	338
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	8	112	105	105
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	10	6	6
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	216	1 655	1 215	1 215



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€.	Août	2017	2016 retraité
Mutations à titre gratuit par décès	1 012	7 631	6 919	6 919
Contribution de sécurité immobilière	61	465	420	420
Autres conventions et actes civils	38	335	379	379
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	41	290	264	264
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	46	136	121	121
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	13	151	184	184
Timbre unique	37	210	97	97
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	493	7 003	2 897	2 370
Autres droits et recettes accessoires	0	3	4	4
Amendes et confiscations	3	26	27	27
Taxe générale sur les activités polluantes	2	17	82	82
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	57	153	268	268
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	1	29	35	35
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	34	35	35
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	24	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	143	1 362	1 315	1 315
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	76	485	475	475
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	36	289	287	287
Prélèvement sur les paris sportifs	13	184	185	185
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	4	37	40	40
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	91	621	485	485
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	20	174	181	181
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>23 423</b>	<b>262 942</b>	<b>255 010</b>	<b>254 407</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>15 812</b>	<b>191 915</b>	<b>184 870</b>	<b>184 267</b>



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>3 168</b>	<b>3 439</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 866	2 872	328	328
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	237	101	101
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	302	331	1 071	1 071
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>143</b>	<b>948</b>	<b>1 813</b>	<b>1 813</b>
Revenus du domaine public non militaire	4	78	142	142
Autres revenus du domaine public	2	129	127	127
Revenus du domaine privé	0	0	39	39
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	2	118	767	767
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	134	615	585	585
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	142	142
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	7	11	11
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>99</b>	<b>646</b>	<b>637</b>	<b>637</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	35	218	260	260
Autres frais d'assiette et de recouvrement	45	396	362	362
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	19	21	4	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	3	3
Autres recettes diverses	0	8	8	8
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>61</b>	<b>272</b>	<b>227</b>	<b>227</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	13	54	68	68
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	3	6	6
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	6	10	10
Intérêts des autres prêts et avances	21	53	32	32
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	19	133	88	88
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	5	17	14	14



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>45</b>	<b>638</b>	<b>1 456</b>	<b>1 456</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	267	851	851
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	6	33	7	7
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	2	7	8	8
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	34	272	521	521
Frais de poursuite	1	6	6	6
Frais de justice et d'instance	1	7	8	8
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	11	11
<b>Divers (F)</b>	<b>74</b>	<b>1 022</b>	<b>1 072</b>	<b>1 072</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	3	210	258	258
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	24	143	119	119
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	6	6	14	14
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	5	4	4
Récupération d'indus	1	19	43	43
Recouvrements après admission en non-valeur	8	88	89	89
Divers versements de l'Union européenne	4	13	17	17
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	14	14	14
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	21	15	15
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	7	149	138	138
Produits divers	1	253	231	231
Autres produits divers	12	88	114	114
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>3 591</b>	<b>6 966</b>	<b>6 705</b>	<b>6 705</b>

(1) changement de libellé en 2017



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 547</b>	<b>-29 069</b>	<b>-31 166</b>	<b>-31 189</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 308	-21 848	-24 259	-24 282
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-6	-7	-7
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-48	-48
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-316	-1 782	-2 015	-2 015
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-350	-1 445	-1 226	-1 226
<b>Dotations</b> élu local	-3	-65	-64	-64
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-26	-25	-25
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-1	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	-42	-278	-271	-271
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	-128	-586	-417	-417
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-255	-2 116	-2 219	-2 219
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-122	-384	-143	-143
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-11	-39	-130	-130
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-55	-55	-55
<b>Dotations</b> exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (1)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-4	-351	-284	-284
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-82	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-913</b>	<b>-11 569</b>	<b>-11 901</b>	<b>-11 901</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-4 459</b>	<b>-40 638</b>	<b>-43 067</b>	<b>-43 089</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	387	2 465	1 520	1 520
Fonds de concours - coopération internationale	7	153	165	165
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>395</b>	<b>2 618</b>	<b>1 685</b>	<b>1 685</b>





unité : million d'€.

	Mois d'août		Cumul à fin août					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 648</b>	<b>5 655</b>	<b>53 026</b>	<b>44 010</b>	<b>53 729</b>	<b>45 162</b>	<b>703</b>	<b>1 152</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	28	159	157	236	183	77	26
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	43	128	685	660	1 128	1 117	443	456
Développement agricole et rural	30	9	59	77	119	119	60	42
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	17	31	202	228	252	250	50	22
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	3	1 435	1 396	1 564	1 538	129	142
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	30	37	180	306	236	234	56	-72
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	183	233	183	233
Participations financières de l'Etat	312	204	8 246	1 233	4 959	79	-3 287	-1 155
Pensions	4 581	4 594	37 600	37 298	39 937	38 752	2 337	1 454
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	400	19	358	19	-42	0
Transition énergétique	633	620	4 059	2 636	4 757	2 639	698	3
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>8 810</b>	<b>5 196</b>	<b>77 663</b>	<b>75 496</b>	<b>40 350</b>	<b>37 516</b>	<b>-37 313</b>	<b>-37 980</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	2 127	7 246	6 108	2 211	93	-5 036	-6 015
Avances à l'audiovisuel public	328	168	2 620	2 578	1 528	1 595	-1 093	-983
Avances aux collectivités territoriales	8 476	2 767	67 654	66 673	36 198	35 459	-31 456	-31 213
Prêts à des Etats étrangers	7	64	142	136	254	336	112	200
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	71	0	1	159	33	159	32
<b>Comptes de commerce</b>	<b>281</b>	<b>403</b>	<b>29 533</b>	<b>28 261</b>	<b>33 974</b>	<b>28 772</b>	<b>4 441</b>	<b>512</b>
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	49	6	379	299	421	527	41	227
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	11	105	102	110	105	5	2
Couverture des risques financiers de l'Etat	35	35	1 395	2 061	1 395	2 061	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	27	60	288	339	450	493	161	154
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	130	195	26 969	25 417	27 049	25 522	80	105
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	2	0	6	0	0	0	-6	0
Opérations commerciales des domaines	3	8	29	27	49	49	21	21
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	6	17	15	9	17	-8	3
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	19	81	344	0	4 491	0	4 147	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>255</b>	<b>277</b>	<b>1 112</b>	<b>10 743</b>	<b>937</b>	<b>540</b>	<b>-176</b>	<b>-10 203</b>
Emission des monnaies métalliques	0	47	91	98	194	207	103	108
Opérations avec le Fonds Monétaire International	255	229	970	10 640	734	327	-236	-10 313
Pertes et bénéfices de change	0	0	52	5	10	7	-42	2
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>14 994</b>	<b>11 531</b>	<b>161 334</b>	<b>158 510</b>	<b>128 989</b>	<b>111 991</b>	<b>-32 345</b>	<b>-46 518</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>14 739</b>	<b>11 301</b>	<b>160 365</b>	<b>147 869</b>	<b>128 256</b>	<b>111 664</b>	<b>-32 109</b>	<b>-36 206</b>

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2017
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	445	58	503
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	178	465
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>742</b>	<b>236</b>	<b>977</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 866	2 458	4 324
	Départements	5 232	616	5 849
	Communes	23 185	-42	23 142
	HLM	567	-144	424
	Autres	22 134	980	23 114
	<b>Total CEPL</b>	<b>52 984</b>	<b>3 868</b>	<b>56 852</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 010</b>	<b>-125</b>	<b>4 885</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	953	11 645
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	594	4 368
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	2 563	5 380
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	445	1 307
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>18 146</b>	<b>4 554</b>	<b>22 700</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>6 124</b>	<b>3 672</b>	<b>9 796</b>	
<b>Union européenne</b>	<b>3 786</b>	<b>-647</b>	<b>3 139</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	52	10	61	
GIP	662	286	949	
EPL	2 305	744	3 049	
Autres correspondants	12 464	-5 606	6 858	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>15 525</b>	<b>-4 607</b>	<b>10 918</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>102 316</b>	<b>6 951</b>	<b>109 267</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>12</b>
	<b>Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>12</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>102 325</b>	<b>6 954</b>	<b>109 279</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>102 324</b>	<b>6 954</b>	<b>109 279</b>



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2017
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 620 619</b>	<b>64 564</b>	<b>1 685 183</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 486 694</b>	<b>50 972</b>	<b>1 537 666</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	86 472	1 537 666
<i>dont - taux fixe</i>	1 251 637	93 294	1 344 931
<i>- taux variable</i>	180 172	-4 939	175 234
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-35 500	0
<i>dont - taux fixe</i>	35 500	-35 500	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>133 925</b>	<b>13 592</b>	<b>147 517</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	13 592	147 517
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>7 135</b>	<b>-146</b>	<b>6 989</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 627 754</b>	<b>64 418</b>	<b>1 692 172</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **Dette financière de l'Etat**

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.